

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 3 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ferme Eolienne de Sainte Valière

20 avenue de la Paix
67000 Strasbourg

Références : UID11/66-C3-2024-123
Code AIOT : 0006606560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 novembre 2023 dans l'établissement Ferme Eolienne de Sainte Valière implanté sur le territoire de Sainte-Valière (11120). L'inspection a été annoncée le 7 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferme Eolienne de Sainte Valière
- parc de 5 éoliennes 11120 Sainte-Valière
- Code AIOT : 0006606560
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 5 aérogénérateurs d'une puissance totale de 15 MW) en construction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite du parc,
- Respect de l'arrêté préfectoral n° DREAL-UD11-2016-014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Sans objet
2	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Sans objet
5	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Sans objet
7	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Sans objet
4	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Sans objet
6	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Sans objet
8	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7
Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques
Prescription contrôlée : L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un ingénieur-écologue chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental, de réaliser un plan général de coordination en matière de protection de l'environnement et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par ce plan .
Constats : L'exploitant a missionné le bureau d'études CERA (Écologue) pour accompagner les différentes phases de chantier. Ce bureau a établi un rapport (11/2023) de suivi environnemental suite aux 4 premières visites de site. L'exploitant a fourni un plan général de coordination pour le chantier, établi par Bureau Veritas et daté du 25 juillet 2023. Ce document doit être complété par les informations relatives à la protection de l'environnement et reprendre les références réglementaires de l'arrêté préfectoral

d'autorisation de 2016 modifié ainsi que celles de l'arrêté de dérogation espèces protégées de 2020. Le plan complété doit être transmis au service de l'inspection des installations classées.

Les comptes-rendus des visites réalisées par le bureau d'études CERA reprennent les références réglementaires des arrêtés susmentionnés et les conclusions des visites effectuées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7

Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques

Prescription contrôlée :

Un cahier des charges environnemental sera réalisé pour définir précisément la conduite des travaux, les procédures à mettre en place pratiquement pour répondre aux exigences environnementales, la gestion des terres (déblais et remblais, stockage temporaire,...) et définir le planning précis d'exécution des travaux.

Constats :

L'exploitant a fourni la note d'informations et de préconisations concernant les enjeux « biodiversité » durant le chantier établi par le bureau d'études CERA. Cette note reprend les mesures d'évitement, notamment les périodes d'intervention autorisées, et les mesures de réduction à mettre en place.

L'exploitant a informé l'inspection qu'aucune plante invasive n'avait été identifiée lors des travaux. Les documents fournis par l'exploitant, notamment les compte-rendus de visite de l'écologue, doivent faire mention de cette absence de plantes invasives. Par ailleurs, ces documents doivent comprendre un plan de gestion des terres. Les documents complétés doivent être transmis au service de l'inspection des installations classées.

L'exploitant a fourni un planning précis des travaux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7

Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques

Prescription contrôlée :

En particulier, aucun travaux de terrassement (raccordement jusqu'au poste de livraison compris) ne doit débuter entre le 30 avril et le 1er septembre.

Constats :

L'exploitant a réalisé une déclaration d'ouverture de chantier en date du 18 juillet 2023 pour un début de travaux le 18 septembre 2023. Dans les faits, les travaux ont commencé en octobre.

Les travaux de terrassement (raccordement jusqu'au poste de livraison compris) se sont terminés le 12 février 2024.

L'exploitant a donc respecté les périodes d'intervention pour les travaux de terrassement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7
Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques
Prescription contrôlée : Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier (éoliennes et raccordement) sera établi par l'ingénieur-écologue et tenu à disposition de l'inspection des installations classées en fin de travaux.
Constats : L'inspection des installations classées a rappelé cette disposition à l'exploitant. Il est demandé que le rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier soit transmis au service de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7
Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques
Prescription contrôlée : La mise en place du chantier de construction prévoira de suivre les recommandations des chartes de «chantier propre » ou des labels « Haute Qualité Environnementale » : Formation et sensibilisation du personnel et du chef de chantier Propreté générale des lieux Bon aspect et bon entretien des véhicules et des engins de chantier Organisation et récupération des déchets...
Constats : Les documents fournis par l'exploitant, comme le plan de gestion et de coordination, ne permettent pas de justifier que le chantier de construction suit les recommandations des chartes de « chantier propre » ou des labels « Haute Qualité Environnementale ». L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs de la mise en œuvre de ces recommandations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7
Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques
Prescription contrôlée : A la fin des travaux les terrains non nécessaires à l'exploitation seront remis en état et des semis comparables aux habitats locaux sont réalisés.

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que cette disposition est prévue d'être mise en œuvre en octobre 2024.

L'inspection des installations classées a informé l'exploitant qu'un suivi des semis devra être réalisé afin de s'assurer de la bonne prise des plantations et que les espèces utilisées doivent être adaptées, notamment des espèces à faible demande en eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7

Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une étude précisant les conditions de réalisation du raccordement électrique souterrain et les modalités d'acheminement des éoliennes. L'exploitant devra obtenir les autorisations nécessaires des différents gestionnaires de réseaux.

Constats :

Concernant l'acheminement des pales, des nacelles et des autres composant de l'éolienne, l'exploitant a fourni l'étude « Road Survey » réalisée par le turbinier et le transporteur. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les autorisations nécessaires des différents gestionnaires des réseaux et les autorisations ou déclarations concernant les opérations de levage.

Concernant le raccordement électrique, l'exploitant doit transmettre l'étude à l'inspection des installations classées accompagné le cas échéant des différentes autorisations, notamment des gestionnaires des réseaux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2016, article 7

Thème(s) : Autre, Mesures spécifiques

Prescription contrôlée :

Déclaration du début des travaux

L'exploitant doit informer le Préfet du département, l'inspection des installations classées, la DGAC et la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud du démarrage des travaux au moins 1 mois à l'avance.

Doivent être joints à cette déclaration les documents justifiant la mise en place du Plan de Général de Coordination ainsi que le suivi du chantier par un écologue

Constats :

L'exploitant a informé le préfet de l'Aude et le service de l'inspection des installations classées, par courrier en date du 27 juillet 2023, de la date de début des travaux et de la mise en place d'un suivi par un écologue. A ce courrier était joint la déclaration d'ouverture de chantier du 18 juillet

2023 et le plan de gestion et de coordination du 25 juillet 2023.

Dans le cadre de la visite, l'exploitant a fourni les déclarations faites à la DGAC et à la Sous Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud du démarrage en date du 18 septembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite